

Unité inter-départementale Gard-Lozère  
Subdivision ICPE

Nîmes, le 18/01/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/01/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **SIRAP**

rue Saint André BP 17  
30210 REMOULINS

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/01/2022 dans l'établissement SIRAP à REMOULINS. L'inspection a été annoncée le 02/12/2021. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SIRAP
- rue Saint André BP 17 30210 REMOULINS
- Code AIOT dans GUN : 0006600672
- Régime : Autorisation

Cette inspection de la société SIRAP à Remoulins, qui fabrique des barquettes en polystyrène expansé, a été conduite dans l'objectif de lever les dispositions de l'APMD n° 20-151-DREAL du 18 août 2020.

### **2) Constats**

#### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
surface des exutoires de fumées dans la zone moules	AP de Mise en Demeure du 18/08/2020, article 1	/	
vérification des installations d'extinction automatique	AP de Mise en Demeure du 18/08/2020, article 1	/	
moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 28/08/2017, article 8.5.5 - partie réserve d'eau	/	

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Concernant le résultat de la visite, les points contrôlés permettent de proposer à Mme la préfète de lever les dispositions de l'APMD du 18 août 2020 et de confirmer que la bache du bassin de 1000 m3 a bien été réparée puisqu'elle est remplie d'eau.

## 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** surface des exutoires de fumées dans la zone moules

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/08/2020, article 1
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 1 de l'APMD n° 20-151-DREAL du 18 août 2020 mettant en demeure de se conformer à l'article suivant : Art 8.2.6 de l'arrêté préfectoral n°17.113N - Désenfumage La toiture des bâtiments comporte des éléments permettant, en cas d'incendie, l'évacuation des fumées, par exemple matériaux légers fusibles sous l'effet de la chaleur, sur au moins 2 % de sa surface. Sont obligatoirement intégrés dans ces éléments, des exutoires de fumée et de chaleur à commande automatique et manuelle dont la surface n'est pas inférieure à 0,5 % de la surface totale de la toiture. Les commandes manuelles sont accessibles depuis les issues du bâtiment. Pour les bâtiments de surface supérieure à 4 000 m <sup>2</sup> sans recoupement (bâtiments stock alvéoles, B1, B2/B3 et BO / BOE), les valeurs ci-dessus, sont portées à 4 % et 1 %.
<b>Constats :</b> Lors de l'inspection précédente en date du 4 mai 2021 il a été constaté que les travaux de mises en conformité ont été engagés sur le site, et sont achevés pour les zones stock B2-B3 et magasin. Deux exutoires restent à installer dans la zone moules afin d'atteindre les pourcentages prescrits. Avant l'échéance de mise en conformité fixée par l'APMD à la mi juin 2021, l'exploitant avait fourni le 9 juin 2021 un courrier d'engagement de l'entreprise. Le 18 juin 2021 l'exploitant avait indiqué que les deux exutoires de fumées dans la zone moule venaient d'être posés. Le jour de l'inspection, il a été constaté la pose de ces deux exutoires permettant d'atteindre les pourcentages prescrits selon le calcul transmis par l'exploitant par mail du 01/06/2021.  Les dispositions de l'article 8.2.6 de l'arrêté préfectoral n°17.113N sont respectées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite



**Nom du point de contrôle :** vérification des installations d'extinction automatique

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/08/2020, article 1
<b>Prescription contrôlée :</b> article 1 APMD n° 20-151-DREAL du 18 août 2020 qui impose le respect des dispositions de l'article suivant : article 8.3.2 de l'AP n°17-113N du 28 août 2017- Vérifications périodiques - Les installations, appareils et stockages dans lesquels sont mises en œuvre ou entreposées des substances et préparations dangereuses, ainsi que les divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient, en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.
<b>Constats :</b> Constat 2020 : Le rapport de vérification triennal des installations d'extinction automatique, établi par la société UXELLO le 4 juin 2020, fait ressortir des non-conformités sur le temps d'arrivée de l'eau aux têtes de sprinklage sur les postes n°3, 6, 7, 8, 12, 14 et 16. Le rapport fait mention d'embouage du circuit et d'accélérateurs hors service.  Lors de la précédente inspection, il est mentionné que l'exploitant a engagé des actions de mises en conformité sur les postes concernés notamment par le remplacement à neuf ou la réparation des certains accélérateurs. Ainsi, il était demandé à l'exploitant de transmettre, dès sa réception, le rapport de la vérification prévue mi-juin permettant de s'assurer de l'efficacité des mesures correctives apportées. Par mail en date du 17 juin 2021, l'exploitant a indiqué avoir fait procéder à des rinçages et a transmis des résultats d'essais de déclenchement sur les sprinklage incriminés montrant une nette amélioration des temps d'arrivée d'eau en cohérence avec les limites APSAD.  Les dispositions de l'article 8.3.2 de l'AP n°17-113N du 28 août 2017 sont respectées.  Il s'agissait du dernier point à vérifier pour le respect de l'APMD, aussi les dispositions de l'APMD n° 20-151-DREAL du 18 août 2020 peuvent donc être levées.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**Nom du point de contrôle :** moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 28/08/2017, article 8.5.5 - partie réserve d'eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Article 8.5.5 de l'arrêté préfectoral n°17-113N – Moyens de lutte contre l'incendie L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : -[...] - une installation automatique d'extinction à eau par réseau sprinkler, couvrant l'ensemble de l'établissement. Elle est alimentée à partir de 2 réserves d'eau de 1000 m <sup>3</sup> de capacité chacune et de deux groupes de pompage indépendant, comprenant chacun deux pompes électriques de 2 m <sup>3</sup> h et 60 m <sup>3</sup> /h et une motopompe de 540 m <sup>3</sup> /h de débit.
<b>Constats :</b> Lors de la précédente inspection, il a été constaté que la seconde réserve d'eau de 1000 m <sup>3</sup> , servant en secours sur la première, est vide. L'exploitant a indiqué que cette réserve venait d'être vidée afin de réparer la bache, détériorée.  Dans sa réponse en date du 7 juin 2021, l'exploitant a indiqué que la bache a été réparée et après une période de test le bassin a été remis en eau.  Lors de cette inspection, il a été constaté que ce bassin est bien en eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite